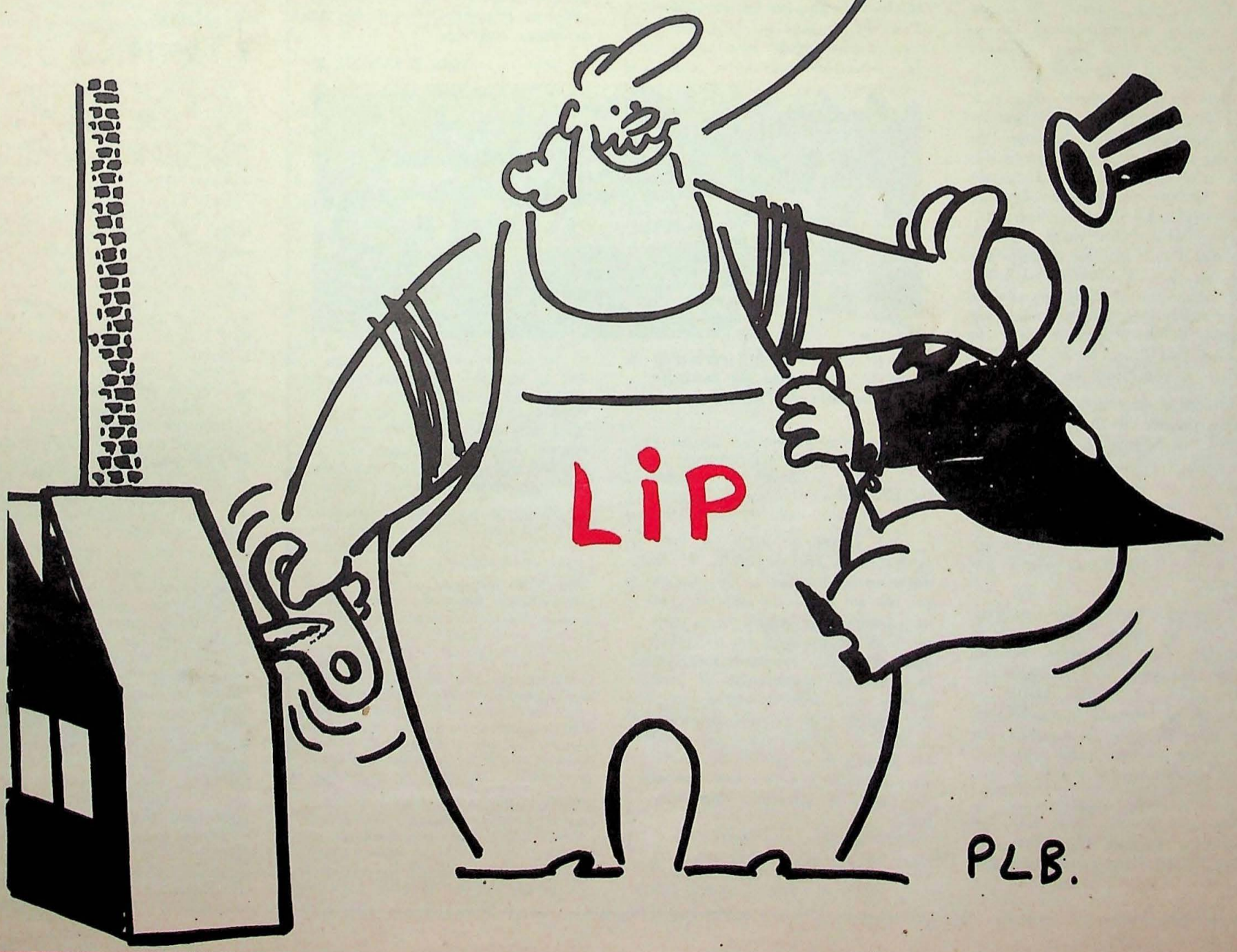


tribune

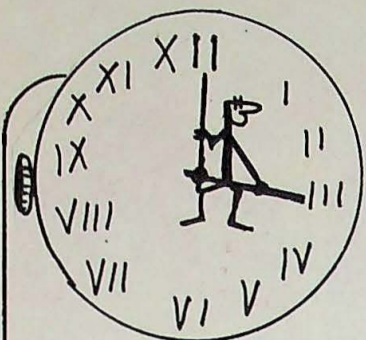
socialiste



BOUGE PAS FRED,
ON VA LA R'MONTER TOUT SEUL
NOT' LIP...



Contrôle



ouvrier.

parce qu'ils ont osé...

PARDO.

Nous nous sommes accoutumés depuis deux ou trois ans aux luttes longues, difficiles pour les travailleurs, de quatre, six, huit semaines ou plus. Nous avons pris l'habitude qu'elles se terminent souvent par des défaites, quelquefois par des demi-succès, rarement par des victoires. Il nous faut essayer de voir pourquoi aujourd'hui l'action menée chez Lip redonne l'espoir à la classe ouvrière.

Depuis Mai 68, et plus particulièrement pendant les deux dernières années de nouvelles revendications sont mises en avant : augmentation uniforme remettant en cause la hiérarchie, lutte contre les conditions de travail, contre les cadences, contre l'organisation capitaliste du travail. Tous ces objectifs ont un caractère résolument offensif, remettant en cause profondément le système.

inverser le rapport de forces

Lorsque les travailleurs passent à l'action, en général, ils déposent leurs revendications et essaient, pour les faire aboutir, d'imposer un rapport de force.

Cela va de la simple pétition à la grève illimitée avec occupation de l'entreprise. En fonction de ce rapport de force, le patron décide s'il cède ou non. Il garde son pouvoir de décision, l'action menée ayant pour but d'infléchir celle-ci. Il est clair qu'il s'agit là surtout d'une stratégie de lutte défensive. Si elle convient au combat pour des objectifs de survie dans le système, elle ne peut permettre de faire aboutir dans de bonnes conditions les objectifs offensifs le remettant en cause.

Il fallait donc trouver de nouvelles formes de lutte plus adaptées. C'est la stratégie du contrôle ouvrier. C'est-à-dire une forme d'action où le travailleur prend d'abord ce qu'il revendique. C'est lui qui, alors, détient le pouvoir de décision. Il choisit de passer ou non un compromis avec le patronat.

L'exemple de Lip est significatif. La direction, aidée par le pouvoir, veut démanteler l'entreprise, licencier des travailleurs. Elle était prête, au besoin, à déposer le bilan, à licencier tous les salariés, afin de repartir sur des bases « plus saines » pour le plus grand bien du dieu profit.

Face à cette situation, les ouvriers ont décidé de prendre en main les affaires. Ils assurent le contrôle de l'entreprise, la garde

de l'outil de travail, un salaire de survie pour tous. Ils ont inversé le rapport des forces dès le départ. Les administrateurs judiciaires ont menacé de mise sous séquestre, plaçant les ouvriers devant le risque d'une intervention policière. Des travailleurs de la région de Besançon et du reste de la France préviennent qu'ils se mettront en grève si les forces de « l'ordre » interviennent. C'est le pouvoir qui maintenant prend le risque d'une grève générale s'il entreprend une action violente chez Lip.

C'est cela le contrôle et l'action offensive. Depuis le début du conflit, le patronat et les pouvoirs publics n'ont jamais été en mesure de reprendre l'initiative. Est-ce à dire que la panacée des luttes est trouvée ? qu'il faut à chaque fois qu'il y a un conflit reprendre la production et vendre le fruit du travail ? Certes, non. Chaque action de contrôle doit être étudiée en fonction des objectifs que l'on se donne.

Par exemple, pour la réduction à 40 h, les travailleurs peuvent décider de ne plus faire que 40 h. Pour la diminution des cadences, ils peuvent décider eux-mêmes de la réduction nécessaire, comme



d'ailleurs cela s'est fait chez Lip avant le démarrage du contrôle sur l'ensemble de l'usine, etc.

un autre pouvoir

Cette forme de lutte est bien évidemment indissociable de la démocratie ouvrière. En aucun cas elle ne peut être imposée par une quelconque organisation (même si la proposition est d'origine syndicale). Elle nécessite une forte prise de conscience. Il faut qu'elle soit débattue et approuvée par la très grande majorité, sinon c'est l'échec. Chez Lip, tous les matins, le personnel se réunit en assemblée générale pour prendre toutes les décisions importantes.

Cela a beaucoup fait dire : c'est l'autogestion. C'est vrai, les

apparences sont là : décisions prises par les travailleurs, les chaînes tournent sans patron, la vente s'organise. Mais l'autogestion, ce n'est pas seulement les travailleurs maîtres de leur entreprise.

C'est l'organisation d'ensemble d'une société, dans l'entreprise bien sûr, mais aussi dans les quartiers, les champs, au niveau de la région, de l'Etat.

L'autogestion, ce n'est pas une technique de gestion, c'est un autre type de pouvoir de décision avec un autre type de pouvoir économique. Cela ne peut se concevoir que dans une société socialiste.

un moyen de lutte

Le danger d'appeler autogestion ce qui est contrôle, c'est que les revendications passent au second plan. A la limite, le soutien se fait plus pour la forme d'action employée (qui n'est qu'un moyen) et non sur les objectifs des travailleurs.

Mener ou soutenir l'action pour la valeur de l'action, c'est se condamner à la défaite. Les travailleurs de Lip en sont bien conscients, qui rappellent que le contrôle mis en place n'est qu'un moyen de lutter pour empêcher les licenciements et le démantèlement de l'entreprise.

Ce qui est vrai, c'est que le type de lutte menée, le contrôle mis en place permettent d'avancer vers l'autogestion socialiste. Parce qu'à Lip, ils ont osé, ils ont redonné l'espoir à l'ensemble de la classe ouvrière.

Alain RANNOU. ■



L'enjeu de la bataille, on l'a dit, n'est pas de tenter une expérience d'autogestion. Ce n'est même pas de faire un mouvement « exemplaire », même s'il l'est à bien des égards. Les travailleurs de LIP se battent pour éviter les licenciements et le démantèlement de leur entreprise. Et c'est pour pouvoir continuer à manger, à payer leurs loyers, à vivre en un mot, qu'ils ont décidé de continuer à fabriquer et vendre des montres. Pour les aider à gagner ce « salaire de survie », le PSU a mobilisé tout son réseau militant. La vente se fait déjà, dans toute la France, sur catalogue. Passez commande. Les LIP ont besoin qu'on les aide à tenir.

24

« C'est possible. On Sur la grille de l'usine banderole, et ce cri de victoire qui retentit dans possible. C'était possible »

LS l'ont fait, malgré les tentatives de division, malgré le découragement qui s'était abattu sur l'usine, savamment entretenu par la direction, malgré la campagne orchestrée depuis avril dans la presse pour démoraliser les travailleurs, les endormir, les démobiliser.

Ils l'ont fait. Ils ont dit non. Ils ont décidé d'agir, de prendre eux-mêmes leurs affaires en main, puisqu'on voulait leur bouffer la laine sur le dos, puisqu'on allait leur casser leur outil de travail, puisqu'on se foutait d'eux, de leur boulot, de leur avenir et même de leur présent. Puisqu'on se foutait bien aussi, et par-dessus tout, de leur fierté de travailleurs.

Oui, ils l'ont fait, et c'est déjà une fantastique victoire — pas encore totale, bien sûr, il va falloir tenir bon maintenant — mais déjà tellement reconfortante. Ils ont osé le faire, ils ont vaincu leur propre trouille, ils ont fourni à tous les travailleurs un exemple de courage et de combativité qui ne sera pas oublié. Chapeau bas.

à nous a liberté

Mercredi, 15 heures. Je franchis la grille de LIP — Usine basse, claire, dans un vallon verdoyant. Doit faire bon, sur les pelouses, à l'heure de la pause. Mais les ouvriers ont-ils droit aux pelouses, ou si c'est réservé aux patrons ?

En ce moment, en tout cas, le problème ne se pose pas. On tricote, on papote, on prend le soleil. Un petit air de fête qui rappelle le film de René Clair : « A nous la liberté. »

Depuis ce matin, les radios bavardes n'ont plus que le mot d'autogestion à la bouche. On vous la tartine à longueur de bulletin.

Nous, au PSU, c'est un mot avec lequel on se sent une certaine affinité... C'est bien pour cela qu'on pense qu'il ne faut pas l'employer à la légère.

Au pied de la lettre, le mot est juste et peut s'appliquer à la situation. Si en plus, on pense que ce climat de fierté retrouvée, la liberté dans le travail, de responsabilité partagée qui flotte chez LIP et que l'on ressent d'emblée sera, ou pourra être la règle dans une société autogérée, on est tenté de l'utiliser aussi.

Mais, politiquement, le mot est faux, et impropre son utilisation dans le contexte de LIP. Les travailleurs, ici, en sont bien conscients, qui ne veulent pas en entendre parler. Inutile d'insister sur ce point, voir l'article de Rannou dans la page d'à-côté.

Un panneau sur la guérite, à droite de l'entrée : « Accueil des visiteurs ». D'aimables filles en blouses blanches, avec un macaron sur le revers : « Comité d'accueil ». « Ah ! vous êtes journaliste ! » Un sourire. « Venez avec moi, c'est par ici. » l'habitude, déjà. La décision a été prise de laisser entrer ces messieurs de la presse : on a besoin que le mouvement soit le plus possible réper-

chez les Lip

« On vend ! »
 L'émotion est palpable en entrant, l'immense
 bruit qui est déjà un cri de
 France entière. Oui, c'est
 les LIP l'ont fait.

cuté. Il l'est : depuis 24 heures, le
 défilé des cartes de presse est ininterrompu. De « Libération » à « L'Aurore », chacun y va de son envoyé spécial. Même la télé est là : la 2^e chaîne. La 1^{re} n'a sans doute pas encore reçu le feu vert de l'Elysée... Faut pas s'étonner que les derniers sondages d'écoute indiquent une chute libre de l'audience du J.T...

La brunette qui me pilote est gaie comme un pinson. Ça la change un peu de son boulot habituel de secrétaire. Gaie et toute étonnée encore de ce qui arrive : « Vous savez, c'est dingue ! On a commencé à vendre à 10 heures ce matin, et ça n'arrête pas ! »

Le premier client, à 10 h 05, était un Marseillais. Il a entendu la nouvelle à la radio, dans sa voiture, et a fait un crochet.

Il est reparti avec la 2^e LIP fabriquée sous le contrôle des travailleurs. La première est à la mairie de Besançon, et l'adjoint est le premier receleur de France... Les menaces stupides de ces bouffis d'administrateurs auront au moins eu le mérite de faire rigoler tout Besançon et avec Besançon, la France entière.

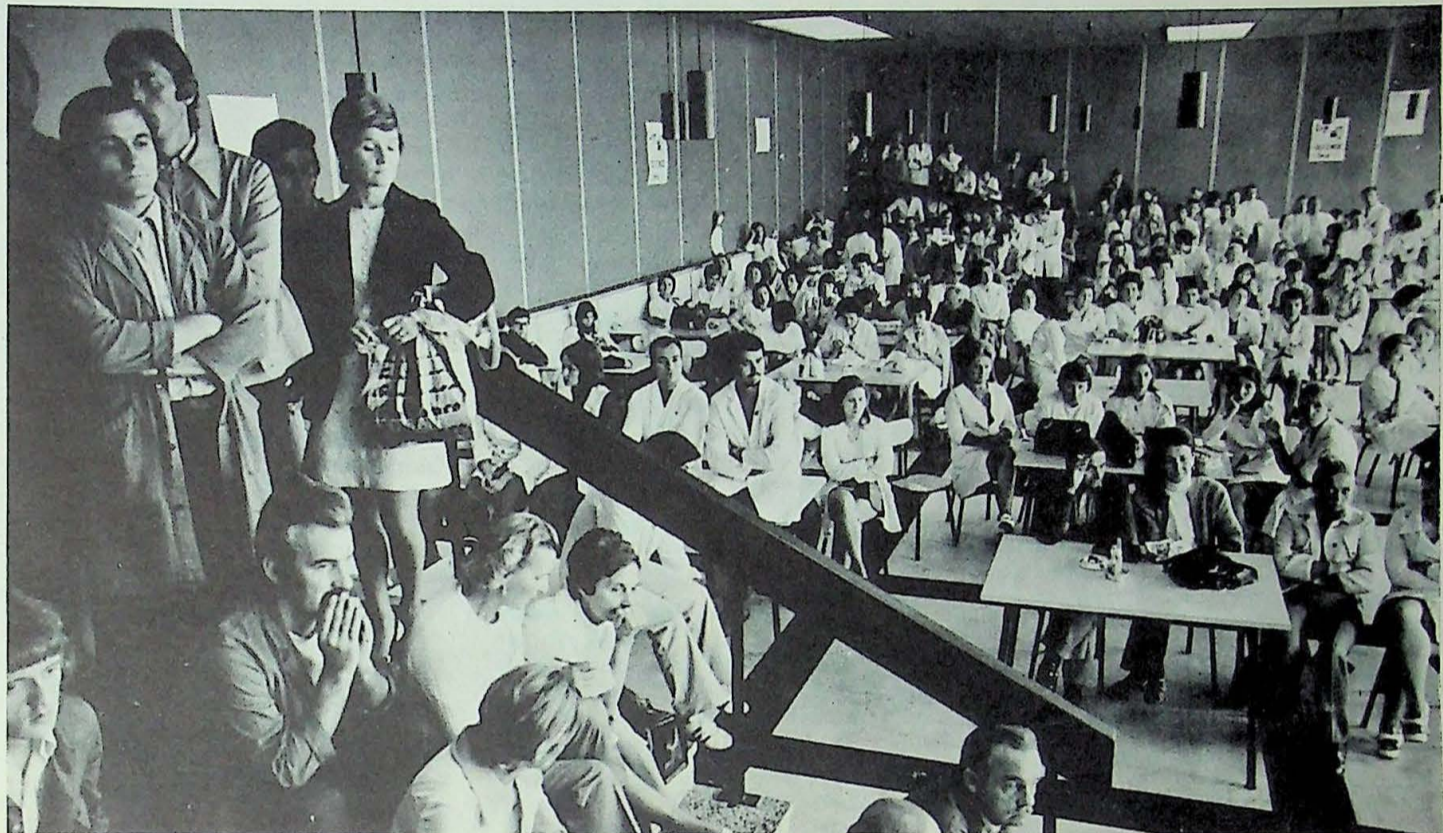
Couloirs encombrés. Par une file d'acheteurs, déjà, et par le personnel, qui « occupe » dans la bonne humeur. La chaîne, remise en route, ne nécessite qu'une soixantaine d'ouvriers. Le reste est disponible et se répartit l'ensemble des autres tâches : vente des montres, comptabilité, accueil des visiteurs, standard téléphonique, nettoyage, entretien, etc. Garde de l'usine aussi, la nuit. Car à la gaieté se mêle encore une certaine inquiétude : leur propre audace les effraye et la crainte d'une intervention musclée pour mettre fin à l'aventure.

« Vous croyez qu'ils vont intervenir cette nuit ? »

Je rassure mon guide. Ce pouvoir nous a habitués à bien des maladroites. Mais vouloir régler par la force un conflit qui a pris cette dimension, lâcher ses CRS dans une usine qui est le point de mire de tout le pays, ce pourrait bien être la dernière. Ils ne



Les acheteurs : deux heures d'attente.



L'A.G. quotidienne : tout le personnel dans le réfectoire.

prendront pas ce risque. En tout cas pas maintenant : mais il ne faudrait pas que la solidarité se relâche. Et cela, c'est notre affaire à tous.

une certaine inquiétude

Nous voici dans les bureaux de la Direction. Sans Direction. Où plutôt avec la nouvelle, et provisoire, Direction ouvrière. Une quinzaine d'hommes et de femmes, délégués syndicaux, élus du personnel, ou sans titre du tout — lorsque l'action a démarré (une pancarte dans le hall d'entrée — ce hall extraordinaire avec peintures murales à la gloire de la famille LIP... — rappelle que c'était il y a 56 jours), les élus ont fait appel à toutes les bonnes volontés. Le Comité d'Action regroupe en fait tout le personnel, sauf la majorité des cadres du 3^e collège qui a refusé de cautionner la vente des montres : mais ça ne fait jamais qu'une soixantaine de personnes sur 1 300. Et puis, comme dit un gars de la CFDT : « On s'en fout. C'est une poignée d'inutiles. Ils ne peuvent pas nous diviser. Ça fait dix ans qu'ils nous emmerdent ! »

L'activité de ce bureau donne le tournis. Les camarades qui mènent la boutique sont encore de bonne humeur, mais commencent à sentir la fatigue. La plupart n'ont pas dormi depuis 2 jours. « A partir de demain, faudra qu'on s'organise un peu mieux, les gars. C'est le bordel ! »

C'est vrai, c'est un peu le bordel : les téléphones n'arrêtent pas de sonner, de tous les coins de France. Des comités d'entreprise qui passent des commandes. Mais aussi des particuliers. A chaque fois, ce sont des congratulations, des encouragements. Et puis tous ces journalistes à qui il faut tout expliquer : la situation qui se dégradait depuis des années, le départ du père, celui du Saintesprit ; le trust suisse et les administrateurs provisoires qui disaient : « Nous sommes tous dans le même bateau »... Tu parles.

Une chance pour moi : les lecteurs de TS ont déjà lu tout ça en détail. Pas besoin d'y revenir. Je peux me consacrer tout entier à ce merveilleux travail qui consiste à sentir, à humer, à se laisser saisir par une atmosphère...

Une tête dans l'entrebâillement de la porte :

— Dis, Roland, est-ce qu'on vend samedi ?

— Sais pas. On verra ça demain matin.

— Personne n'a vu Piaget ?

— Il est pas là, Piaget. Il est en Suisse pour l'histoire de la manif d'après-demain.

L'excitation des plus jeunes. Et le calme des vieux syndiqués, qui savent que la partie est difficile et qu'il ne faut pas faire le moindre faux pas...

5 millions cash

16 heures. La plus grosse nouvelle de la journée. Un client habituel de la maison, un industriel, passe une commande : 5 millions anciens de décolletage, payés cash à la livraison, mardi prochain. Encore un qui ne semble pas craindre une baisse de qualité ! Il va falloir remettre la chaîne du décolletage en route. Ce sera fait dans la nuit.

20 heures. J'ai eu le temps de visiter la Maison. La chaîne qui assure la finition des montres. La salle des ventes, qui n'a pas désempé. Les vendeurs improvisés font sérieusement leur travail, expliquent le fonctionnement de la montre, encaissent, signent le bon de garantie.

Retour au bureau, centre nerveux de l'entreprise rebelle. C'est la détente. On regarde la télé. Elkabach parle d'autogestion... On rigole un coup.

— Tu te tires ? Je parie que c'est la 1^{re} fois que tu ramènes du boulot chez toi !

— Oui. C'est la 1^{re} fois. Et c'est aussi la 1^{re} fois que je rentre à 8 heures du soir ! Et ça fait cinq ans que je suis dans la tôle !

On lit le journal :

— T'as vu le Paris-Saint-Germain ? Ils veulent faire rejouer Kopa !

— Oui, drôle d'idée. C'est comme si ils faisaient revenir Saintesprit !...

21 heures. Le bowling, proche de l'usine. Depuis le début de la grève, il est gratuitement à la disposition des travailleurs. Ce soir, un tournoi est organisé au profit des LIP. La partie se déroule sous une grande banderole : « Soutien aux travailleurs LIP ». Les prix qui récompenseront les vainqueurs sont offerts par divers magasins de Besançon.

Roland — CFDT et PSU — a inauguré le tournoi. On revient ensemble à la boîte : « Tu vois, Besançon, c'est loin d'être la ville rouge, hein ! Petite ville bourgeoise, député UDR, mairie socialiste, mais un socialisme de bonne compagnie... Eh bien, on n'a pas enregistré une seule réaction défavorable. Quand on a mis les stocks à l'abri, les gens ont dit : c'est normal qu'ils prennent le fruit de leur travail !... »

22 heures. Une délégation CFDT des compteurs de Montrouge (Shlumberger) est arrivée. La discussion s'engage, passionnante. Elle durera jusqu'à une heure du matin. Les gars de LIP expliquent tout le mouvement, depuis le début. Comment ils se sont battus, pied à pied, pour vaincre la trouille des ouvrières, pour les convaincre qu'il fallait agir. La campagne d'affiches, attachées avec du scotch, décollées par les cadres, remises en place et surveillées pendant les repas, le ralentissement des cadences, les distributions de tracts à l'extérieur, la séquestration des administrateurs provisoires et la découverte du pot aux roses (le plan de démantèlement) dans la serviette de l'un d'eux. Et alors la grande flambée

de colère des ouvriers, la charge des CRS, la grande décision, à cinq heures du matin : on va mettre les montres en lieu sûr.

Trois à quatre cents millions anciens de montres.

« Le matin, on a annoncé en AG qu'on avait mis quelque chose de côté pour les jours difficiles, quoi. On a été approuvé à l'unanimité ! »

Les délégués de Montrouge posent des questions, donnent leur avis : « Ce que vous faites, ça a un énorme retentissement dans notre boîte. Les gars disent : c'est bien mené. Ils doivent avoir le soutien de la population. En rentrant, vos montres, on va les proposer. Pour une fois, pour soutenir un mouvement, on fera pas la manche : on vendra votre produit. C'est formidable. On se dit que la société, elle est peut-être pourrie, mais les travailleurs, eux, le sont pas... »

l'assemblée générale

Jeudi 9 heures. AG. Tout le personnel est rassemblé dans le réfectoire. Le comité d'action vient de terminer sa réunion, qui se tient dans un coin du réfectoire, en public. Chacun peut y participer.

L'Assemblée Générale commence. On annonce le chiffre d'affaires de la veille : 454 montres vendues : 80 000 F. On confirme la commande pour le décoletage. Un des copains qui a participé à la manif pour la défense des libertés, à Paris, raconte comment ça s'est passé : la banderole LIP, les applaudissements, les encouragements. On lit des lettres, des télégrammes de soutien. Celui de l'Aérospatiale, à Bouguenais : « Vous vous souvenez ? C'est la 1^{re} boîte qui a débrayé en 68 ... » L'IPSE de

Dijon, les chercheurs de Grenoble, la fac de Jussieu, Thomson CSF de Brest, la CFDT Défense, etc., etc.

Chaque information est ponctuée d'applaudissements.

On annonce l'arrivée de nouveaux journalistes. Le « Sunday Times », de Londres. Le « Corriere Della Serra », de Milan. Exclamations de surprise. Et de fierté.

« Une usine de meubles de la région est en grève. Ils font une manif ce soir, à 18 h 30. Etes-vous d'accord pour qu'on envoie une délégation ? »

« Etes-vous d'accord pour qu'on offre une montre à Mouloudji et à Simone Bartel qui viennent chanter gratuitement pour nous ce soir ? »



Les acheteurs : deux heures d'attente.

On décide l'envoi de télégrammes de soutien, aux ouvrières en grève de Lorient, qui parlent de suivre l'exemple de LIP. Aux travailleurs de Fôs-sur-Mer, en grève.

On annonce que les parlementaires du Doubs seront reçus tout à l'heure chez Messmer.



La chaîne de montage : c'est possible...

« C'est une journée importante. On saura peut-être ce soir les intentions réelles du pouvoir. Il serait peut-être temps qu'il se décide ! -

10 heures. Les premiers clients sont déjà là. Une nouvelle journée commence. Avec de nouveaux coups de fil de soutien. Des dizaines et des dizaines de lettres et de télégrammes d'encouragement. Des centaines de commandes.

Dans le bureau, là-haut, on dépouille le courrier, on se le lit, on se le commente.

Tiens, une lettre d'engueulade, la première :

« Votre droit du plus fort — immoral — nous amène à la lutte de la jungle, et aucun homme libre et intelligent ne saurait travailler comme patron ou cadre dans une telle société. »

« Faites des sacrifices et soyez courageux », conclut le monsieur, qui a la bonne idée de joindre son curriculum vitæ : capitaine de réserve et directeur général d'une boîte parisienne... Ah bon ! On se disait aussi !...

presque rien : la vie

Une autre journée commence, à la société LIP, sous contrôle des travailleurs. Je prends en note, au tableau d'affichage, dans le couloir, ce poème, intitulé seulement, bêtement : « Poème ». Avec cet en-tête : « Besançon, 20 juin. Heure LIP 0001. »

Où l'illégal est ressenti légal
Où le travail devient fête
Où la fête est révolution
Où l'espoir le plus fou, où l'audace
la plus belle se réalisent
dans la simplicité, le bon sens et la candeur.

Presque rien. Des hommes. Des contradictions.
Des liens possibles. La vie.

« Besançon, ville du temps
Où l'instant s'inscrit dans l'éternité
Besançon de l'Histoire
Ville militaire et ville libre
Cléricale et franc-maçonne
Petite bourgeoise et ouvrière
Provinciale et européenne
Sclérosée et révolutionnaire.
Besançon d'aujourd'hui.
Où l'impossible est devenu possible

J'ai quitté Besançon dans la nuit, après le récital de Mouloudji. Avec le sentiment très conscient d'avoir vécu une journée qui comptera dans l'histoire du mouvement ouvrier français.
Bernard LANGLOIS. ■

aux côtés des Lip

C'est en liaison constante avec ses militants à l'intérieur de l'entreprise, et avec l'ensemble des travailleurs de LIP, que le PSU de Besançon a participé et continue de participer à la bataille. Il faut d'abord rappeler (voir TS 579 et 582) que le problème ne date pas d'hier et que c'est de longue main qu'était préparé le mauvais coup. Dès 1971, nous alertions l'opinion en éditant une brochure, largement diffusée : « Un an de lutte chez LIP ». - Les difficultés dues notamment à la gestion de plus en plus fantaisiste de Fred LIP, l'entrée en scène, en 67, du trust suisse EBAUCHES S.A., sa prise du pouvoir en 71 après la liquidation de Fred LIP et son remplacement par SAINTESPRIT laissent dès cette époque présager la suite.

Depuis que le conflit - jusque-là souterrain - est apparu au grand jour, la mobilisation de nos militants est allée croissant. Et il est bon de rappeler que la bataille était engagée largement avant que la grande presse ne s'empare de cette « première grève autogestionnaire » (nous disons par ailleurs ce qu'il faut penser de cette appréciation).

Il a fallu d'abord lutter, à l'intérieur, contre l'esprit de démobilisation qui régnait parmi le personnel. Nous avons déjà raconté dans TS comment la direction avait réussi à créer ce climat démobilisateur par une étonnante campagne de presse soulignant à l'envi les difficultés de la boîte et laissant planer la menace du démantèlement et des licenciements comme seuls remèdes possibles pour sauver ce qui pouvait encore être sauvé...

Il s'agissait aussi de poursuivre et d'étendre sur l'extérieur une vaste campagne d'explication et de popularisation pour bien faire comprendre aux travailleurs des autres entreprises de la ré-

gion - qui avaient l'habitude de considérer LIP comme une boîte privilégiée - l'importance et l'enjeu de la bataille engagée.

Il était important notamment de replacer le conflit LIP dans le contexte du capitalisme international, plutôt que de jouer, comme certains ont été tentés de le faire, sur le registre des cocoricos offensés : LIP doit rester français !

Voici ce que nous écrivions, dans un tract distribué le 14 mai, sous le titre : « Ne nous trompons pas de cible ! » : « Tout le système (les institutions, la police, la grande presse, etc.) est fait pour permettre que se poursuive et se développe la domination des travailleurs par le capital.

Que ce capital soit de France ou de Suisse, qu'ils s'agissent de trusts français ou multinationaux, C'EST LE PROFIT QUI LES GUIDE. Dans chaque pays, c'est la bourgeoisie locale et le capitalisme international qui exploitent les travailleurs.

L'A.S.S.U.A.G. n'a pas fixé ses plans vis-à-vis de LIP parce qu'il est suisse et LIP français, mais parce que c'est un groupe capitaliste qui agit dans un monde dominé par le capitalisme. A la Rhodïa (Rhône-Poulenc) par exemple, se pratique une ferme politique de réduction de l'emploi (3300 travailleurs en 67, 2600 en 73, 2200 de prévus pour 76) et pourtant les actionnaires principaux sont français et Rhône-Poulenc qui a, à sa tête, l'ex-directeur de la Banque de France, ex-ministre des finances, ex-président de la caisse de dépôt et consignation, n'hésite pas à licencier, à réduire l'emploi en Italie, au Brésil et en France.

L'ENNEMI, C'EST, D'OU QU'IL VIENNE, LE CAPITALISME ET SES LAQUAIS ! »

Il était important aussi d'organiser autour du personnel en lutte la soli-

darité la plus large. Dans le comité de soutien, constitué dès le début, se sont retrouvés, autour de la CGT et de la CFDT, et du comité d'action LIP l'ensemble des organisations de gauche et d'extrême gauche : PC, PS, LC, etc. Et le PSU, bien entendu. Révolution ! est ensuite venu se joindre au comité. Distribution de tracts, organisation de manifestations, organisation, la semaine dernière du meeting-spectacle, où 3.000 personnes sont venues applaudir MOULOUJJI et Simone BARTEL venus gratuitement soutenir par leur talent une lutte suivie maintenant avec une attention passionnée par tous les travailleurs de France, et au-delà à travers l'Europe entière.

Au lendemain de la manifestation du 15 juin, où 15.000 personnes étaient descendues dans les rues de Besançon, nous dénoncions en ces termes la provocation policière et appelions la population à intensifier son soutien :

« Lors de la manifestation de vendredi, la Préfecture avait installé un important dispositif policier. Ce déploiement de forces était déjà en lui-même une provocation.

Alors que le gros de la manifestation s'était dispersé, la police a saisi le prétexte d'un petit rassemblement devant la nouvelle Préfecture pour faire charger les groupes attardés. Tout de suite des grenades lacrymogènes ont été lancées sans aucune raison.

Loin de chercher à limiter les incidents, les gardes mobiles ont délibé-

rément quadrillé les rues, chargé et matraqué les curieux qui s'amassaient. Le résultat a été 160 interpellations, pour la plupart des passants, des centaines de grenades lacrymogènes remplissant les rues de fumée : sans tarder des matraques systématiques dans les cars et au commissariat.

Des journalistes ont été molestés, le bureau du Télégramme envahi et fouillé sans mandat, une caméra de télé a été brisée par la police.

Il est clair que les pouvoirs publics et les soi-disant forces de l'ordre portent la pleine et entière responsabilité des incidents qui ont troublé l'ordre public.

Effrayé par l'ampleur de la mobilisation populaire, le pouvoir tente de dévier l'attention en créant délibérément des affrontements.

Nous appelons tous les travailleurs de Besançon à briser ces manœuvres en réaffirmant leur indignation et leur soutien unanime à LIP.

La lutte continue. Hier, en Suisse, à la Chaux-de-Fond, 750 travailleurs suisses exprimaient leur solidarité, au-delà des frontières, avec leurs camarades français. Pour qui connaît la Suisse, c'est un énorme succès.

La lutte continue. Et le PSU continue la lutte aux côtés des LIP. Pour la victoire complète des LIP. Pour la sauvegarde de l'emploi de chacun. Pour le contrôle des travailleurs.

Section PSU - Besançon



Besançon, 15 juin : « Non aux licenciements, non au démantèlement ! »

ABONNEZ-VOUS

Abonnement à servir à
M., Mme, Mlle (nom et prénom)
Adresse complète : Rue
Ville

Je désire souscrire un abonnement de :
1 an (52 numéros) 60 F 6 mois (26 numéros) 35 F
Je souscris un abonnement de soutien :
1 an (52 numéros) 100 F 6 mois (26 numéros) 50 F

Avec votre abonnement de soutien, vous recevrez le livre - LE MANIFESTE DU PSU -
TRIBUNE SOCIALISTE, 9, rue Borromée, PARIS - CCP Paris 5826-65

POUR PRENDRE CONTACT

Je désire prendre contact avec la section PSU la plus proche de mon domicile - de mon lieu de travail (1) :
Nom :
Prénom :
Adresse :

Profession :
Lieu de travail (1) :

BULLETIN A RETOURNER AU PSU, 9, RUE BORROMÉE, 75015 PARIS

(1) Précisez le cas échéant.